

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Hauts-de-France

Gravelines, le **07 MARS 2018**

Unité Départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Affaire suivie par :
Nicolas PACAULT

Tél : 03 28 23 85 44
Fax : 03 28 65 59 45

Nicolas.pacault@developpement-durable.gouv.fr

**AVIS
DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES
SUR DOSSIER
DE DEMANDE DE MODIFICATIONS**

Réf : H:\Commun\2_Environnement\1_Etablissements\Equipe_G2\THOMSEN
(ex_SOFILMA)_Wormhout_070.02287\4_Affaires\PAC_2017\Thomsen_wormhout_RAPCO_070.02287.odt

OBJET : Porter à connaissance de modifications par la société THOMSEN
transmis à la préfecture du Nord en date du 25 septembre 2017
concernant son site de Wormhout.
Dossier transmis à l'UD du Littoral par bordereau du
25 septembre 2017

N° S3IC : 070.02287

Assujettissement TGAP : Non

DEMANDEUR

Raison sociale	: THOMSEN
Siège social	: ZAC de la Kruystraete 59470 Wormhout ➤
Adresse de l'établissement	: ZAC de la Kruystraete 59470 Wormhout ➤
Contacts dans l'entreprise	: A. Fovet – Responsable Automatisation
Activité principale	: Fabrication d'emballage en matière plastique
effectif	36 salariés

Sommaire

Annexes :

- 1 - Objet de la demande
- 2 - Présentation de l'établissement
- 3 - Présentation du dossier du demandeur
- 4 - Analyse de l'inspection des installations classées
- 5 - Conclusion et suites administratives
- 2 - Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire
- 1 - Liste des Installations Classées

1.- OBJET DE LA DEMANDE :

La société THOMSEN a repris en 2017 l'exploitation du site de fabrication de produits d'emballage en matières plastiques (pots de fleurs) qui était précédemment exploité par la société SOFILMA sur le site de la ZAC de la Kruysstraete à Wormhout. Dans le cadre de cette reprise, la société THOMSEN a été autorisée, par arrêté préfectoral complémentaire en date du 07 décembre 2016 à porter sa capacité de production de 12 t/j à 35 t/j

1.1.- Caractéristiques

Le projet faisant l'objet du présent porte à connaissance vise à construire, sur le site de Wormhout, un bâtiment de 3 944 m² destiné à la préparation et au stockage des matières premières.

En effet, à l'heure actuelle, la production a été transférée sur le site de Wormhout mais les matières premières sont toujours stockées et préparées (mélange entre les colorants et les granulés de matières plastiques) sur l'ancien site de production de la société THOMSEN à Boeschève.

Le transfert de ces activités permettra d'éviter le transfert quotidien qui est effectué entre les deux établissements (un camion de 20 tonnes chaque jour). Ce projet permettra également à la société THOMSEN de faciliter l'organisation et la planification de la production gagner en temps et en efficacité tout en réduisant les coûts de fonctionnement.

Le projet ne s'accompagne d'aucune hausse des capacités de production. Dans le cadre du projet un bassin permettant le tamponnement des eaux pluviales avant rejet et le confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre sera également mis en place.

Le bâtiment abritera trois cellules :

- une de 925 m², séparée des deux autres par des murs coupe-feu de degré 2h (REI 120), sera destinée à la préparation des matières premières. Les murs extérieurs de cette cellule seront également REI 120. 2 silos de 8 tonnes seront mis en œuvre dans cette cellule pour permettre le mélange des granulés de polyéthylène et de polypropylène ainsi que le colorant. La quantité maximale de colorants mis en œuvre sera de 850 kg/j (régime de la déclaration au titre de la rubrique 2640)

- les deux autres cellules de 1 470 et 1 460 m² auront des murs extérieurs EI 30 et serviront au stockage de 800 à 1 000 m³ de matières premières (volume maximal de 1 100 m³). Ces matières seront stockées en big-bag d'environ 1,1 tonne et en sacs de 20 kg sur racks.

1.2.- Classement

Voir liste en annexe 1.

L'établissement THOMSEN est globalement soumis à enregistrement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques principales suivantes :

- 2661-1-b : Transformation de polymère par des procédés exigeant des conditions particulières de températures et de pression ;
- 2662-1 : Stockage de polymères ;

Le site exploite également une installation d'emploi de colorants qui relève de la déclaration.

Le site n'est pas soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (dites IED), ni à la directive SEVESO.

2.- PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1.- Présentation du demandeur

Demandeur :	THOMSEN
Adresse du siège social :	ZAC de la Kruystraete 59 470 Wormhout
Forme juridique :	Société Anonyme
Code NAF :	2222Z
SIRET :	301 522 793 000 27
Signataire de la demande :	M Jacques VANMOORTEL
Qualité du signataire :	Directeur Général
Coordonnées de l'établissement objet du dossier :	ZAC de la Kruystraete 59 470 Wormhout

La société THOMSEN fabrique à Wormhout, par injection, des produits finis (pots de fleurs) en matières plastique. Le site fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2001 modifié. La capacité de production autorisée est de 35 t/j. Les matières employées sont le polypropylène (PP) le polyéthylène basse densité (PEBD) et des copolymères (PP/PE).

Les installations de production ne sont pas impactées par le présent projet.

2.2.- Site d'implantation

La société THOMSEN est située sur le site précédemment exploité par la société SOFILMA, sur la commune de WORMHOUT, dans le département du Nord.

Le site est situé dans la ZAC de la Kruystraete avec un accès par le chemin de Steen Straete.

Le site occupe une superficie de 19 582 m².

Le site THOMSEN est mitoyen, à l'ouest et au sud, avec le site industriel de la société DHOLLANDIA. Quelques habitations sont présentes.

3.- PRESENTATION DU DOSSIER DU DEMANDEUR

3.1.- Synthèse de l'étude d'impact présentée par le demandeur

3.1.1.- Eau

Le site de la Kruystraete est alimenté en eau potable par le réseau communal.

La consommation prévue pour le site THOMSEN (hors eau incendie) est de 3 000 m³/an en moyenne. La quasi-totalité de cette consommation est liée à des fins domestiques et pour le reste aux appoints des circuits de refroidissement. Cette consommation n'est pas modifiée par le projet.

Il n'y a pas d'utilisation d'eau de process.

Le site dispose d'un réseau de collecte des effluents de type séparatif. Les eaux usées rejoignent la station d'épuration de la zone d'activité de la commune de Wormhout. Une demande de convention de rejets avec NOREADE est en cours.

Les eaux pluviales de toiture des deux bâtiments actuels et du bâtiment en projet seront rejetées dans le réseau communal après tamponnement dans un bassin de 360 m³. Une partie des eaux pluviales de voirie rejoindront également ce bassin après passage par un séparateur d'hydrocarbures. Ce bassin a été dimensionné pour une pluie centennale avec un débit de fuite de 2 l/s/ha. (conformément aux exigences du SAGE de l'Yser).

2 autres séparateurs d'hydrocarbures seront installés au sud du site pour la gestion de l'autre partie des eaux pluviales de voirie.

Les valeurs suivantes doivent être respectées pour les rejets pluviaux :

Substances	Concentrations (en mg/L)
MES	30
Azote global	30
Hydrocarbures	5

Il convient également de noter que le site dispose d'un bassin de 950 m³ permettant le confinement des eaux nécessaire à l'extinction d'un éventuel sinistre. Le projet de nouveau bâtiment avait été pris en compte pour le dimensionnement de ce bassin.

Le dossier déposé par le pétitionnaire comprend, outre les différents calculs de dimensionnement, la justification que l'infiltration des eaux pluviales sur la parcelle n'était pas possible.

3.1.2.- Air

Les rejets atmosphériques du site sont constitués des produits de combustion de gaz naturel par son installation aérotherme de puissance inférieure à 2 MW. Le site n'est pas soumis au suivi de ces rejets atmosphériques. La construction du nouveau bâtiment ne viendra que très faiblement augmenter ces émissions (installations de nouveaux aérothermes).

A noter, des émissions diffuses de composés organiques volatils pourront être générées à proximité des presses à injecter dans l'atelier. Compte tenu des faibles rejets induits par le processus de fabrication, ces émissions ne nécessitent pas le suivi lors de la production.

Il n'y aura aucune augmentation des émissions diffuses de COV dans la cadre du projet.

3.1.3.- Bruit

Une étude acoustique a été menée en avril 2015 afin de mesurer et caractériser l'état initial de l'environnement du site.

Une seconde campagne de mesure acoustique, de jour et de nuit, a été réalisée le 31 août 2017 pour évaluer le niveau sonore actuel du site en fonctionnement.

Les mesures ont été réalisées en 4 points :

- point 1 : limite de propriété, côté LSH, au sud ;
- point 2 : limite de propriété, côté DHOLLANDIA, au nord-ouest ;
- point 3 : limite de propriété, côté RD 17, au nord-est ;
- point 4 : voisinage habité, juste en face des bâtiments, à l'est.

Les résultats sont présentés dans le tableau suivant :

Point de mesure	période	LAeq en dB (A)		Valeurs limite
		Etat initial	En fonctionnement	
1	jour	52,7	68,5	65
	nuit	51,8	68,8	55
2	jour	60,4	57,5	65
	nuit	58,5	54,9	55
3	jour	62,9	60,1	65
	nuit	60,3	57,8	55

Pour les points 2 et 3 le bruit en fonctionnement est inférieur à celui de l'état initial. Pour ces mêmes points, le bruit résiduel (initial) en période de nuit est supérieur à la valeur fixée dans l'arrêté (55 dB(A)).

De ce fait, l'exploitant souhaite que la valeur limite autorisée pour la période nocturne soit portée à 62 dB(A). Cette éventualité est prévue dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement. L'arrêté ministériel précise que la valeur limite ne peut excéder 60 dB(A) pour la période nocturne sauf si le bruit résiduel est supérieur à cette limite.

Pour le point 1 les bruit mesurés, de jour comme de nuit excède la limite fixée dans l'arrêté.

Dans les zones à émergence réglementée (ZER), les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Les niveaux sonores mesurés au niveau du voisinage habité sont présentés dans le tableau suivant :

Point	période	Valeurs en dB(A)			
		Niveau de bruit résiduel (site à l'arrêt)	Niveau de bruit ambiant (site en fonctionnement)	Emergence actuelle	Emergence admissible selon l'arrêté préfectoral
		L ₅₀ ¹	L ₅₀		
4	jour	54,3	51,2	0	5
	nuit	51,9	46,6	0	3

¹ L'indice L50 est utilisé lorsque la différence entre les indices LAeq et L50 est supérieure à 5 dB(A)

Les émergences sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Dans le cadre du projet, une modélisation acoustique a été réalisée, elle tient compte des nouveaux équipements qui seront ajoutés dans le cadre du projet : deux silos mélangeurs de plastique et un chariot élévateur.

Les résultats de cette modélisation sont présentés dans les tableaux suivants :

période de jour (7h - 22h)

récepteur	LAeq calculé (dB(A)) logiciel CadnaA	LAeq ambiant actuel (dB(A)) mesures 2017	LAeq ambiant prévisionnel logiciel CadnaA	Valeurs réglementaires en limites de propriété (dB(A)) AP 30/03/2001	LAeq résiduel actuel (dB(A)) Mesures 2015	Emergence actuelle dB(A)	Emergence prévisionnelle calculée (dB(A))	Emergence réglementaire (dB(A)) AP 30/03/2001
1	14,6	68,5	68,5	65	-	-	-	-
2	25,2	57,5	57,5	65	-	-	-	-
3	17,5	60,1	60,1	65	-	-	-	-
4	32,7	51,2	51,3	-	54,3	0	0	5
5	13,2	57,5	57,5	-	60,4	0	0	5

Période de nuit (22h - 7h)

récepteur	LAeq calculé (dB(A)) logiciel CadnaA	LAeq ambiant actuel (dB(A)) mesures 2017	LAeq ambiant prévisionnel logiciel CadnaA	Valeurs réglementaires en limites de propriété (dB(A)) AP 30/03/2001	LAeq résiduel actuel (dB(A)) Mesures 2015	Emergence actuelle dB(A)	Emergence prévisionnelle calculée (dB(A))	Emergence réglementaire (dB(A)) AP 30/03/2001
1	14,6	68,8	68,8	55	-	-	-	-
2	25,2	54,9	54,9	55	-	-	-	-
3	17,5	57,8	57,8	55	-	-	-	-
4	32,7	46,6	46,8	-	51,9	0	0	3
5	13,2	48,6	48,6	-	52,9	0	0	3

Le point 5 a été ajouté, il correspond à une habitation située à proximité du site à l'ouest le long de la RD 17. Pour ce point, les valeurs de bruit résiduel et ambiant ont été assimilées à celles du point 2 qui est proche.

La modélisation montre que l'extension projetée ne modifiera pas les niveaux de bruit mesurés en limite de propriété, ni au droit des ZER les plus proches.

Dans le but de respecter ces valeurs, Thomsen s'est engagé à fermer les portes du bâtiment lors de l'exploitation, les moteurs des camions seront mis à l'arrêt lors des opérations de chargement / déchargement et les installations bruyantes (presses à injecter, broyeur, compresseurs) sont placées dans l'enceinte des bâtiments.

Le site est situé en zone d'activité et l'impact sur les populations environnantes est négligeable.

3.1.4.- Déchets

Les principaux déchets générés par l'installation existante sont :

Nature du déchet	quantité annuelle maximale produite en t
Polypropylène / Polyéthylène	30 tonnes/an
Bois	70 tonnes/an
Huiles	17 t/an
Déchets ménagers	50 tonnes/an
big-bags en plastique tissés	2 400 unités par an
ferraille	2 tonnes par an
filtres à huile	0,3 tonne par an
Aérosols	0,2 tonne par an
Boues de séparateur d'hydrocarbure	3 tonnes par an

Ces déchets seront repris par des sociétés extérieures spécialisées. 75 % de ces déchets seront valorisés et les 25 % restants seront mis dans une décharge.

Les déchets sont entreposés de manière à éviter toute dispersion (par envol, ruissellement..) : conditionnements fermés, stockage sur rétention, site clos.

Les déchets ne présentent pas d'exposition avec les populations environnantes. Il n'y a pas de risque sanitaire inhérents à leur utilisation.

Le projet ne générera pas de nouveaux déchets liés au process. Les boues des séparateurs d'hydrocarbures seront pompées par le collecteur et traitées dans une installation de valorisation énergétique.

3.1.5.- Transports

Actuellement, la circulation sur le site se limite aux seules manœuvres de déchargement de matières premières et chargement de produits finis à raison de sept camions par jour en moyenne. Les véhicules des salariés et des visiteurs représentent 30 véhicules par jour en moyenne.

Le projet permettra la préparation sur place des matières premières et donc supprimera la navette quotidienne entre le site de Boeschepe et le site de Wormhout. Le projet s'accompagnera de la création de deux postes de travail.

Le trafic sera donc en moyenne de 6 poids lourds et 32 véhicules légers par jour.

Ce qui a un impact non significatif sur la circulation routière environnante.

3.1.6.- Impact sanitaire

Compte-tenu des développements précédents, et notamment :

- des rejets aqueux très limités,
- des faibles rejets atmosphériques,
- des nuisances sonores quasi négligeables,
- de la maîtrise des déchets produits.

L'impact sur les populations environnantes n'a pas été étudié considérant l'absence de risque majeur pour la santé des populations, tant en fonctionnement normal du site, qu'en situation d'accident.

3.1.7.- Faune, flore, paysage

Le site est situé dans une zone d'activité et il n'est pas inclus dans un espace d'intérêt écologique identifié ou bénéficiant d'une protection. La zone NATURA 2000 la plus proche : « prairies, marais tourbeux, forêts et bois de la cuvette audomaroise et de ses versants » est située à environ 15 km au sud du site et n'est pas impacté par l'activité du site.

Avant la réalisation du projet une étude a été réalisée par le bureau d'étude Rainette, cette étude a montré l'absence de zone humide sur le site (analyse des habitats, de la flore et réalisation de sondages de sols).

Dans le cadre de cette étude aucune espèce floristique protégée n'a été mise en évidence.

3.1.8.- Effets cumulés

Les installations voisines sont l'entreprise Dholandia, LSH et PAUL DEQUIDT TORREFACTEUR. L'activité de ces entreprises ne sont pas de nature à générer un danger pour le site.

3.2.- Synthèse de l'étude de dangers présentée par le demandeur

L'étude de danger a été mise à jour afin d'intégrer le bâtiment faisant l'objet du projet.

Elle comprend notamment :

- la situation initiale du site et la situation actuelle,
- la description des installations et leur fonctionnement, du voisinage et des occupations du sol,
- une analyse des incidents et accidents passés,
- la présentation des dangers et des risques liés aux produits,
- une analyse des risques présentant les accidents susceptibles d'intervenir et la description de leurs conséquences potentielles,
- la sélection des scénarios de référence à retenir, la quantification de ces phénomènes dangereux et l'évaluation des risques, ainsi que les engagements en matière de réduction des risques à la source,
- les conditions d'exploitation des ouvrages et l'organisation de l'établissement,
- les cartographies des zones d'effets.

L'analyse des risques a identifié les scénarios plausibles pouvant affecter le site de THOMSEN.

Les scénarios étudiés se répartissent de la manière suivante :

- risque de pollution par rejet atmosphérique ou par pollution des sols lors des phases de dépotage,
- risque d'incendie.

L'étude des scénarios porte sur la détermination de sa cinétique, sur le calcul de son intensité, sur l'évaluation de sa gravité, sur l'examen des effets dominos entre les installations et sur la quantification globale de sa probabilité d'occurrence.

Les scénarios sont ensuite positionnés dans la matrice d'acceptabilité du risque « probabilité/gravité » du guide GESIP, guide méthodologique pour la réalisation d'une étude de sécurité concernant une canalisation de transport, ce qui est cohérent avec la réglementation ICPE pour les sites à autorisation simple pour lesquels il n'existe pas d'outil national de référence.

La modélisation de l'incendie du bâtiment destiné à stocker les matières premières (matière plastique) a été réalisé avec le logiciel FLUMilog. Aucune des zones d'effets ainsi modélisées ne sort des limites du site. De même, il n'y a pas d'effets domino interne vers les bâtiments existants du site.

Ainsi, pour l'ensemble des scénarios identifiés pour le site de la Kruystraete, aucun scénario n'a des conséquences à l'extérieur du site.

Une analyse du risque foudre et une étude technique ont été réalisées, les équipements préconisés seront mis en place sur le nouveau bâtiment (paratonnerre à dispositif d'amorçage, parafoudres...)

Les mesures de maîtrise du risque mises en œuvre sur le site sont décrites. Il s'agit de mesures de prévention visant à réduire la probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux et de mesures de protection visant à réduire l'étendue ou la gravité des conséquences d'un accident.

Le calcul du besoin en eau d'extinction est présenté, il aboutit à un volume minimal nécessaire de 540 m³ sur deux heures.

Le dossier du pétitionnaire indique notamment la mise en place d'une citerne souple contenant 120 m³ destinée à compléter l'eau fournie par les poteaux incendie présents au sein de la zone industrielle.

L'exploitant a également calculé le volume du bassin destiné à recueillir les eaux d'extinction (en tenant compte du volume d'eau lié aux intempéries). Le volume ainsi calculé est de 682 m³. Comme indiqué au paragraphe 3.1.1 le bassin de confinement que l'exploitant a choisi de mettre en place a un volume de 950 m³.

3.3.- Conditions de remise en état proposées

En cas d'arrêt définitif des installations, THOMSEN s'engage à remettre le site en état tel qu'il n'y ait aucun risque ou danger :

- en évacuant ou en éliminant les produits dangereux,
- en interdisant ou limitant l'accès au site,
- en supprimant les risques d'incendie ou d'explosion,
- en surveillant les effets de l'installation sur son environnement.

Consulté sur l'état dans lequel le site devra être remis lors de l'arrêt définitif Monsieur le Maire de Wormhout a retenu un classement en zone Industrielle.

3.4. - Garanties financières

Le site THOMSEN de Wormhout n'est pas soumis au calcul des garanties financière prévues par le décret n°2012-63 du 3 mai 2012 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines ICPE et des textes pris pour son application.

4. – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La société THOMSEN, qui a repris le site anciennement exploité par la société SOFILMA à Wormhout, exploite sous le régime de l'enregistrement.

Afin de regrouper l'ensemble de ses activités sur un seul site, l'exploitant envisage la construction d'un bâtiment de près de 4 000 m² pour y stocker ses matières premières et réalisation du mélange matière plastique + colorants.

Le projet ne correspond pas à une augmentation de la capacité de production, et il n'aura pas d'impact sur les rejets d'air, d'effluents aqueux ni sur la production de déchets. Il n'y a pas d'augmentation du bruit, des risques sanitaires ou des risques d'accident.

L'inspection des installations classées propose de considérer les modifications qui seront réalisées sur le site comme non substantielles au sens de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement. Le dossier d'information est recevable en l'état, la demande peut être instruite sans consultation particulière.

5. – CONCLUSION ET SUITES ADMINISTRATIVES

L'inspection des installations classées propose de considérer les modifications réalisées sur le site comme non substantielles au sens de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement. Le dossier d'information est recevable en l'état, la demande peut être instruite sans consultation particulière.

Il est donc proposé d'acter ces modifications par un arrêté préfectoral complémentaire. Compte tenu du nombre de modifications apportées, le projet d'arrêté joint en annexe 2, abroge les dispositions antérieures.

Ce projet a été soumis à l'exploitant, ses remarques ont été prises en compte.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-22, nous proposons à Monsieur le Préfet du Nord de soumettre ce projet à l'avis du CODERST du Nord.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement,
spécialité « installations classées »

Nicolas PACAULT

Validateur et Approbateur

Vu et transmis à M. le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Département du Nord – Direction de la Coordination des Politiques Intermunicipales –
Bureau des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Gravelines, le
07 MARS 2018

P/ Le Directeur et par délégation,
Le chef de l'Unité Départementale du Littoral

DAVID LEFRANC.

10/10

ANNEXE 1 : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique	Caractéristiques des installations
2661-1-b	E	Transformation de polymères 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Les installations d'injections et de moulage permettront de transformer 35 t/j de matières plastiques
2662-2	E	Stockage de polymères Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 40 000 m³	Le site stockera : - 818 m³ de matières plastiques en silos; - 682 m³ de matières plastiques (composés brut, colorants, produits divers), sous forme broyées ou en granulés, en sac, bac et big-bags - 30 m³ de poches et films plastiques - nouveau bâtiment : stockage de 800 à 1000 t soit 1 100 m³ de matières premières (polyéthylène et polypropylène essentiellement) en big-bags et en sacs. Total de 2 630 m³
2640-2-b	D	Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels 2. Emploi. La quantité de matière utilisée étant : b. Supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j	Le site emploiera des colorants sous forme solide (granulés)/ La quantité utilisée sera de 850 kg/j
1530	NC	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : Inférieur à 1 000 m³	Il sera stocké 240 m³ de cartons et intercalaires
1532	NC	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : Inférieur à 1 000 m³	Il sera stocké 175 m³ de palettes en bois
2661-2	NC	Transformation de polymères 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : Inférieure à 2 t/j,	Le site comportera un broyeur de plastique dont la capacité est de 1 t/j

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique	Caractéristiques des installations
2663-2	NC	<p>Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : inférieur ou égal à 1 000 m³</p>	Le site stockera au maximum 468 m³ de produits finis
2910-A	NC	<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : inférieure à 2 MW</p>	Le site disposera d'aérothermes fonctionnant au gaz naturel et d'une puissance inférieure à 2 MW
2920	NC	Installation de compression comprimant des fluides inflammables ou toxiques la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	Le site disposera d'une installation de réfrigération fonctionnant au propane, d'une puissance de 380 kW
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	Le site disposera de 4 chargeurs de batteries, d'une puissance totale de 9,58 kW
4421	NC	Peroxydes organiques type C ou type D inférieure à 125 kg	Le site stockera 20 kg de peroxydes
4440	NC	Solides combustibles catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 2 t	Le site stockera 20 kg de produits combustibles
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 ou 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : inférieure à 6 t	Le site stockera 767 kg de propane
4719	NC	Acétylène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 250 kg	Le site stockera 12,5 kg d'acétylène
4725	NC	Oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 2 t	Le site stockera 14,3 kg d'oxygène

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique	Caractéristiques des installations
4734-1	NC	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : inférieure à 50 t d'essence et à 250 t au total</p>	Un réservoir enterré de 30 m ³ de fuel domestique soit 25 t
4331	NC	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : inférieure à 50 t</p>	Le site peut stocker 200 kg de solvants

(1) A : installations soumises à autorisation ; D : installations soumises à déclaration ; C : installation soumise à contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du code de l'environnement ; NC : installations non classées.

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire autorisant la société THOMSEN à poursuivre ses activités sur le site qu'elle exploite à WORMHOUT

**Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2001 autorisant la S.A. SOFILMA à exploiter une unité de fabrication de matières plastiques pour le secteur de l'emballage à WORMHOUT (59470) Z.A.C. de la Kruystraete ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 25 août 2015 établie par la société THOMSEN dont le siège social était alors situé au 2323 rue de la gare à BOESCHEPE (59299) en vue de la reprise du site précédemment exploité par la société SOFILMA à WORMHOUT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 décembre 2016 imposant à la société THOMSEN des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à WORMHOUT ;

Vu le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 25 septembre 2017 à la préfecture du Nord, relatif à la construction d'un bâtiment de stockage des matières premières sur le site qu'il exploite à WORMHOUT ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu le rapport du XXXX du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du XXXX ;

Considérant que la société THOMSEN exploite à WORMHOUT une unité de production de pots de fleur en matières plastique qui relève du régime de l'enregistrement ;

Considérant que la modification présentée dans le porter-à-connaissance vise à construire un bâtiment de 4 000 m² environ destiné d'une part au stockage des matières premières et d'autre part au mélange de celles-ci avec les colorants ;

Considérant que le projet ne s'accompagne pas d'une augmentation des capacités de production ;

Considérant que l'établissement n'utilise pas d'eau dans le cadre de son process et que les rejets d'air ne seront presque pas modifiés par le projet (chauffage du bâtiment par des aérothermes) ;

Considérant que la modélisation des émissions sonores qui a été réalisée montre que le projet ne conduira pas à une augmentation des émissions et que les émergences seront acceptables de jour comme de nuit dans les zones à émergence réglementée ;

Considérant que le projet permettra de supprimer une navette quotidienne entre le site de Boeschepe et le site de Wormhout ;

Considérant que la modélisation de l'incendie du nouveau bâtiment montre que les zones d'effet restent au sein des limites de l'établissement ;

Considérant que l'étude de danger jointe au dossier prévoit les moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie : mise en place d'une citerne souple de 180 m³ en complément des poteaux incendies disponible dans la zone industrielle ;

Considérant que le site sera équipé de deux bassins l'un pour le tamponnement des eaux pluviales et l'autre pour le confinement des eaux souillées en cas de sinistre ;

Considérant que la modification présentée par l'exploitant peut donc être considérée comme non substantielle et qu'il n'est pas nécessaire qu'il dépose une nouvelle demande d'enregistrement ;

Considérant qu'il y lieu d'encadrer réglementairement cette modification ;

Considérant qu'afin de disposer d'un texte le plus lisible possible, il convient d'abroger les dispositions existantes des actes administratifs antérieurs délivrés à l'exploitant et de les reprendre dans un document unique ;

sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture du Nord ;

ARRÊTE

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

1.1 - Activités autorisées

La société THOMSEN dont le siège social est situé à ZAC de la Kruystraete - 59470 WORMHOUT est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Wormhout, les installations suivantes :

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique	Caractéristiques des installations
2661-1-b	E	<p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieur ou égale à 10 t/j mais inférieur à 70 t/j</p>	<p>Les installations d'injections et de moulage permettront de transformer 35 t/j de matières plastiques</p>
2662-2	E	<p>Stockage de polymères</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 40 000 m³</p>	<p>Le site stockera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 818 m³ de matières plastiques en silos ; - 682 m³ de matières plastiques (composés brut ; colorants, produits divers) sous forme broyées ou en granulés, en sac, bac et big-bags ; - 30 m³ de poches et films plastiques ; - nouveau bâtiment : stockage de 800 à 1000 t soit 1 100 m³ de matières premières (polyéthylène et polypropylène essentiellement) en big-bags et en sacs. <p>Total de 2 630 m³</p>

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique	Caractéristiques des installations
2640-2-b	D	Fabrication Industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels 2. Emploi. La quantité de matière utilisée étant : b. Supérieure ou égale à 200 kg/j, mais inférieure à 2 t/j	Le site emploiera des colorants sous forme solide (granulés) / La quantité utilisée sera de 850 kg/j.
1530	NC	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : Inférieur à 1 000 m ³	Il sera stocké 240 m ³ de cartons et intercalaires.
1532	NC	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : Inférieur à 1 000 m ³	Il sera stocké 175 m ³ de palettes en bois.
2661-2	NC	Transformation de polymères 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : Inférieure à 2 t/j.	Le site comportera un broyeur de plastique dont la capacité est de 1 t/j.
2663-2	NC	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : Inférieur ou égal à 1 000 m ³ .	Le site stockera au maximum 468 m ³ de produits finis.
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : Inférieure à 2 MW.	Le site disposera d'aérothermes fonctionnant au gaz naturel et d'une puissance inférieure à 2 MW.
2920	NC	Installation de compression comprimant des fluides inflammables ou toxiques la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW.	Le site disposera d'une installation de réfrigération fonctionnant au propane, d'une puissance de 380 kW.
2925	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW.	Le site disposera de 4 chargeurs de batteries, d'une puissance totale de 9,58 kW.
4421	NC	Peroxydes organiques type C ou type D Inférieure à 125 kg.	Le site stockera 20 kg de peroxydes.
4440	NC	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Inférieure à 2 t.	Le site stockera 20 kg de produits comburants.

(1) A : installations soumises à autorisation ; D : installations soumises à déclaration ; C : installation soumise à contrôle périodique prévu à l'article L.512-11 du code de l'environnement ; NC : installations non classées.

Rubrique	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique	Caractéristiques des installations
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 ou 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : inférieure à 6 t.	Le site stockera 767 kg de propane.
4719	NC	Acétylène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 250 kg.	Le site stockera 12,5 kg d'acétylène.
4725	NC	Oxygène La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 2 t.	Le site stockera 14,3 kg d'oxygène.

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.
Les prescriptions régissant ces activités sont celles des arrêtés-types correspondants.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1. – Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation et aux différents porter-à-connaissance réalisés en préfecture.

2.2. - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

2.3. - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.4. - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses

d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.5. - Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Wormhout.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours n'excèdent pas 3 000 m³/an.

L'eau est utilisée uniquement à des fins domestiques.

Il n'y a pas d'utilisation d'eau de process.

3.2. - Relevé des prélèvements d'eau

3.2.1. - Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

3.2.2. - Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

ARTICLE 4 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelles des eaux ou des sols.

4.2. - Canalisations de transport de fluides

4.2.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.2.2. - Saut exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.2.3. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.2.4. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.3. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres

(ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention d'un volume minimal de 30 m³ qui devra être maintenue vidée dès qu'elle aura été utilisée. Sa vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son contenu.

4.4.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

5.1. - Réseaux de collecte

5.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.2. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.1.5. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

5.2. - Bassins de confinement

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 950 m³.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

5.2. - Bassins de tamponnement

Les eaux pluviales de toitures, les eaux pluviales de voirie, transistent, avant rejet vers le milieu naturel, par un bassin d'un volume minimal de 360 m³. Les eaux pluviales de voirie, avant de rejoindre ce bassin, sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures.

Le débit à la sortie de ce bassin est limité à 2 L/s/ha (soit 6,5 m³/h).

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 7 : DÉFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les rejets du site comprennent :

- 1°) les eaux exclusivement pluviales ;
- 2°) les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches.

Il n'y a pas de rejets de process.

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités dans la nappe d'eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Le point de rejet n° 1 correspond au rejet des eaux pluviales non polluées en sortie du bassin de tamponnement. Il a lieu dans la "Sale Becque", à l'est du site, via un réseau spécifique collecteur des eaux pluviales. La "Sale Becque" se jette ensuite dans l'Yser.

Le rejet n° 2 correspond au rejet des eaux domestiques (sanitaires, lavage des sols) et au rejet des purges de refroidissement. Ce rejet rejoint la station d'épuration de la zone d'activité de la ville de Wormhout via un collecteur séparatif.

Le site ne sera pas à l'origine de rejets d'eaux de purges de refroidissement.

Sans préjudice des dispositions de l'article L.1331-10 du Code de la Santé publique, les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS

8.1. - Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales doit être traité avant rejet et ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MÉTHODES DE RÉFÉRENCE
MES	30	NF EN 872
Azote Global	30	NF EN ISO 25663 NF EN ISO 10304-1 et 10304-2 NF EN ISO 13395 et 26777 FDT 90045
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90 114

Les analyses sont réalisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 07/07/2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour un polluant donné, à défaut de norme précisée dans cet arrêté, les analyses sont réalisées conformément à la méthode de référence figurant dans le tableau ci-dessus.

8.2. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur.

Ils doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

9.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons.

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 10 : SURVEILLANCE DES REJETS

L'exploitant doit faire réaliser au moins une fois par an par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement) une mesure des paramètres réglementés à l'article 8.1. sur un prélèvement réalisé sur 24 heures proportionnellement au débit.

Les résultats de ces mesures doivent être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

TITRE III : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

11.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

11.2. – Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

11.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;

- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus.

11.4. – Stockages

Les stockages de produits pulvérisés doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transport de produits pulvérisés doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 12 : DÉFINITION DES POINTS DE REJET

Les rejets d'effluents atmosphériques correspondent aux gaz de combustion du FOD lors du fonctionnement des groupes électrogènes (défaillance EDF ou jours EJP).

ARTICLE 13 : CONDITIONS DE REJET

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet devront permettre une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère devront, dans toute la mesure du possible, être collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, devra être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. Le débouché des cheminées ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (conduits coudés, chapeaux chinois,...). La partie terminale de la cheminée pourra comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits devra être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne devront pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché devra être continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points devront être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Le point de prélèvement d'échantillons doit être tel que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 14 : VALEURS LIMITES DE REJET

SOx	< 350 mg/Nm ³ ;
NOx	< 150 mg/Nm ³ ;
Poussières	< 50 mg/Nm ³ .

TITRE IV : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 15 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 16 : VÉHICULES ET ENGINs

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

ARTICLE 17 : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 18 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

L'exploitant fait réaliser, au plus tard 6 après la construction du nouveau bâtiment dédié au stockage des matières premières puis, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Les emplacements retenus pour l'enregistrement des niveaux sonores seront identiques à ceux figurant dans l'étude de modélisation acoustique remise avec le dossier de porter-à-connaissance en septembre 2017 (rapport de modélisation acoustique établi par KALIES affaire n°KA17.07.007). Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

ARTICLE 20 : MESURES PÉRIODIQUES

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 19 : CONTRÔLES

Les installations bruyantes (presses à injecter, broyeur, compresseurs) sont placées dans l'enceinte des bâtiments. Le thermocouple n°2 ne fonctionne pas en horaire de nuit.

Les portes du bâtiment sont maintenues fermées lors de l'exploitation.

Des consignes d'arrêt des moteurs pendant les opérations de chargement / déchargement des camions sont en place.

Les horaires de livraison et d'expédition sont programmés uniquement en horaire de jour.

18.1. - prescriptions particulières

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	supérieure à 35 dB (A) et inférieure ou égale à 45 dB (A)	supérieure à 45 dB (A)
Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	6 dB (A)	5 dB (A)
Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	4 dB (A)	3 dB (A)

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Point de mesure	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB (A)	
En limite de propriété	Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	65
	Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	62

TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS

ARTICLE 21 : NATURE DES DÉCHETS PRODUITS

Référence nomenclature (JO du 11/11/97)	Nature du déchet	quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement
07 02 99	Polypropylène	50 tonnes/an	Recyclage externe
15 01 03	Bois	70 tonnes/an	Recyclage externe
13 xx xx	Huiles	17 t/an	Valorisation
20 03 01	Déchets ménagers	2 tonnes/an	Incinération externe
15 01 02	big-bags en plastique tissés	2 400 unités par an	

ARTICLE 22 : ELIMINATION / VALORISATION

Les déchets ne peuvent être éliminés ou valorisés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation correcte.

A ce titre, le cas échéant, il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002 du caractère ultime des déchets mis en décharge.

Nonobstant les indications de l'article 21, les déchets d'emballages des produits seront valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à en favoriser la valorisation.

Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

ARTICLE 23 : COMPTABILITÉ - AUTOSURVEILLANCE

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au J.O. du 11 novembre 1997 ;
- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation ;
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets d'emballages.

TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ

ARTICLE 24 : SÉCURITÉ

24.1. - Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

24.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

24.2.1. - Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sécurité de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sécurité et pour permettre la mise en état de sécurité de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sécurité de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

24.2.2. - La conduite des installations, tant en situation normale, qu'accidentelle, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance qualité.

24.3. - Consignes de Sécurité

24.3.1. - Consignes générales

Des consignes générales de sécurité sont rédigées de manière compréhensible par tout le personnel ; elles préciseront :

- les règles d'utilisation et d'entretien du matériel ;
- les opérations devant être exécutées avec une autorisation spéciale et faisant l'objet de consignes particulières (permis de feu...). Les autorisations spéciales sont nominatives, de durée limitée, signées par un agent habilité par le Chef d'Etablissement ;
- les mesures imposées aux personnes étrangères séjournant dans l'établissement ou amenées à y intervenir ;
- les conduites à tenir en cas de pollution accidentelle, d'accident ou d'incendie (procédures complètes d'alerte et d'intervention, accueil et guidage des secours, mesures de sauvegarde du personnel en cas d'incendie : plan d'évacuation,...).

24.3.2. - Consignes relatives à la prévention des risques d'incendie

Ces consignes précisent qu'il est interdit :

- de fumer (sauf le cas échéant, dans les locaux administratifs ou sociaux séparés de l'atelier de production et de stockage) ;
- d'apporter des feux nus ;
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

24.3.3. - Affichage - Diffusion

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Les consignes relatives à la procédure de lutte contre l'incendie, sur lesquelles figure le numéro d'appel des sapeurs-pompiers, sont de plus affichées en tous endroits jugés utiles et notamment à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique.

Il en sera ainsi également pour les plans de sécurité incendies et d'évacuation conformes à la norme NFS 60-303, et pour le rappel de l'interdiction de fumer en précisant qu'il s'agit là d'une mesure prise par arrêté préfectoral.

24.4. - Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

24.5. - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

24.6. - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automatismes et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

24.7. - Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (JO - NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Le matériel électrique doit être conforme aux normes françaises.

Tous les appareils comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre est unique et effectuée selon les règles de l'art. Afin d'éviter les surcharges en électricité statique, les installations de transport de granulés de matières plastiques (polypropylène) sont reliées entre elles et jusqu'au sol par des liaisons équipotentielles.

La valeur des résistances de terre sera périodiquement vérifiée et devra être conforme aux normes en vigueur.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

Une vérification de la conformité des installations et matériels électriques doit être effectuée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de ces visites sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

24.8. - Éclairage

Les appareils d'éclairage sont implantés de manière qu'ils ne puissent être heurtés en cours d'exploitation. Ils sont protégés contre les chocs et éloignés en toutes circonstances des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

24.9. - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

ARTICLE 25 : MESURES GENERALES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

25.1. – Protection contre la foudre

25.1.1

Considérant qu'une agression par la foudre sur certaines installations classées pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, L'exploitant fait réaliser une analyse du risque foudre (ARF) par un organisme compétent.

25.1.2

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'enregistrement en application des dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

25.1.3

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

25.1.4

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des nouvelles installations pour lesquelles

ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

25.1.5

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

25.1.6

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

25.2. – Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêt d'urgence ;

ainsi que les diverses interdictions.

25.3. - Moyens de secours

25.3.1. - Alarme

Une alarme de type 3, audible dans tous les locaux, doit être installée.

25.3.2. - Extincteurs

Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction des classes de feux définies par la norme N.F.S. 60100 sont installés dans les locaux en nombre suffisant (au moins un appareil pour 200 m² ou fraction de 200 m²).

Les extincteurs doivent être homologués NF MIH.

Les extincteurs sont judicieusement répartis, repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés, visibles et toujours facilement accessibles.

25.3.3. - Robinets d'incendie armés

Des robinets d'incendie armés de 40 mm, conformes aux normes N.F.S. 61201 et 62201, sont répartis dans les locaux en quantité suffisante en fonction de leurs dimensions et sont situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées.

La pression devra être de 2,5 bar au moins au RIA le plus défavorisé.

L'entretien doit être annuel et complet.

Les robinets d'incendie armés sont protégés contre le gel.

Afin de démontrer le respect des prescriptions, l'exploitant est tenu de fournir à l'inspection des installations classées et au service d'incendie et de secours les informations et documents suivants :

- un croquis qui doit démontrer la possibilité d'atteindre tout point par deux jets (le cheminement du tuyau flexible doit respecter les allées de circulation) ;
- l'attestation par des essais hydrauliques du respect des débits et pressions définis par la norme N.F.S. 62201 à savoir par exemple : pour quatre robinets d'incendie armés quelconques en service, qui débitent 120 l/mn, la pression au robinet le plus défavorisé est au minimum de 4,5 bar et de 2,5 bar à la lance.

25.3.4. - Besoins en eau

Les poteaux d'incendie sont d'un modèle incongelable et comportent des raccords normalisés.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

Ces différentes installations doivent être maintenues en bon état et accessibles en toutes circonstances.

Le réseau d'alimentation en eau des poteaux incendie doit être en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure durant deux heures sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars .

Les points d'eau incendie seront implantés en dehors des zones d'effet thermique et implanté de telle sorte qu'il existe un point d'eau incendie à moins de 100 m des locaux de transformation ou de stockage. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Si un complément est nécessaire, il peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propres au site, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 180 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration. Ces éventuelles réserves seront implantés et réalisés en tenant des caractéristiques techniques définies par le SDIS 59.

Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. L'exploitant est en mesure de

justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

25.3.5. - Vérification

Tous les matériels de sécurité et de secours sont régulièrement entretenus pour être en état permanent de fonctionnement.

En outre, ils doivent être vérifiés au moins une fois par an.

Ces vérifications sont consignées sur un registre de sécurité tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

25.3.6. - Formation du personnel

L'ensemble du personnel doit être formé à la manœuvre des moyens de secours.

En outre, l'exploitant doit mettre en place une équipe d'intervention dont le rôle est de faciliter l'évacuation des personnes vers les issues appropriées, de combattre l'incendie jusqu'à l'arrivée des pompiers dans la limite de leurs moyens et de l'intensité du feu et d'informer les pompiers dès leur arrivée sur le sinistre et sa localisation.

Indépendamment de la formation à l'utilisation des moyens de secours, un exercice de défense contre l'incendie est organisé au moins une fois par an. Cet exercice doit être accessible au personnel d'entreprises extérieures éventuellement présent sur le site.

Ces actions sont consignées sur le registre de sécurité.

Enfin, des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles), et aux risques techniques de la maintenance doivent être réalisées au moins annuellement.

25.3.7. - Zone d'accès des secours extérieurs

Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,5 mètres de hauteur libre doit être disponible. Elle est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins des bâtiments. Cette voie extérieure doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,8 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

ARTICLE 26 : MESURES PARTICULIERES AUX DIFFERENTES INSTALLATIONS

26.1. - Dépôt de liquides inflammables

Les seuls stockages de matières inflammables sur le site sont :

- une cuve enfouie double enveloppe, de 30 m³ de fuel domestique, située à l'extérieur des bâtiments. Cette cuve est mise à la terre ;
- un fût de 200 litres de solvant destiné au nettoyage des machines ;
- 10 fûts de 200 litres d'huiles de lubrification.

Le stockage des fûts s'effectue à l'extérieur des zones de stockage et de l'atelier, dans une enceinte grillagée, et dont le sol forme une rétention dont le volume ne sera pas inférieur à 1 000 l.

26.2. - Installations de compression d'air et de réfrigération

Ces installations sont implantées dans un local spécifique dont les parois présentent des caractéristiques de résistance au feu de degré 2 heures vis-à-vis des zones de production et de stockage.

Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure avec un ferme-porte.

26.3. - Transformateurs électriques

Ils sont implantés soit à l'extérieur des bâtiments, dans une enceinte grillagée maintenue fermée, soit à l'intérieur des bâtiments dans un local particulier suffisamment ventilé, dont les parois présentent des caractéristiques de résistance au feu de degré 2 heures vis-à-vis des ateliers de production et de stockage, et dont l'accès se fait de l'extérieur.

26.4. - Silos de stockage

Les 4 silos de stockage des granulés de polypropylène d'une capacité unitaire de 48 tonnes sont munis d'évents à leur partie supérieure ; ils sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiels.

ARTICLE 27 - BATIMENTS DE PRODUCTION ET DE STOCKAGE

27.1. - Séparation

Les matières premières en sacs sont stockées dans un bâtiment différent du bâtiment de production.

Les stockages de produits finis sont séparés du bâtiment de production par des parois coupe-feu de degré 3 heures et des blocs portes de degré 2 heures à fermeture asservie à un système de détection de fumée situé de part et d'autre de la baie.

Le stockage de matières premières est isolé, de tout autre local par des parois coupe-feu de degré 2 heures et blocs-porte de degré 1 heure à fermeture asservie à un système de détection de fumée de part et d'autre de la baie.

27.2. - Implantation

La distance séparant l'établissement des immeubles habités ou occupés par des tiers, établissements recevant du public ou d'immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion, est égal à au moins 10 mètres.

27.3. – Autres Dispositions constructives

27.3.1. - Description de l'unité de production

La structure des bâtiments est composée de poteaux bétons supportant une charpente en bois lamelle-collé.

27.3.2. - Toiture - désenfumage

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles et ne comporte aucune matière susceptible de concentrer la chaleur par effet optique (effet lentille).

En partie haute de chaque bâtiment doivent être aménagés dans un délai d'un an, des exutoires permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées et gaz chauds.

La surface de ces ouvrants devra être au moins égale au 1/100 de la surface totale du bâtiment.

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

La fiabilité des commandes d'ouverture doit être vérifiée au moins une fois par an.

27.3.3. - Locaux administratifs et sociaux

La stabilité au feu de ces locaux est d'au moins 1/2 heure.

Leur isolement vis-à-vis des zones de stockage et de production est assuré par un mur coupe-feu de degré 2 heures, des vitres pare-flammes de degré 1/2 heure et des portes coupe-feu de degré 1 heure munies de ferme-portes. Ces portes ne sont pas considérées comme issues de secours telles que définies à l'article 27.3.4.

L'évacuation des bureaux doit se faire sans passer par l'atelier ou le stockage.

Le délai de réalisation de cet article sera d'un an à compter de la notification.

Pendant la période intermédiaire, les bureaux situés en mezzanine du bâtiment de stockage de matières premières ne doivent pas être utilisés. Les personnes qui travaillaient dans ces locaux, doivent être déplacées dans des locaux de travail disposant au moins d'une sortie de secours s'ouvrant par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, et donnant directement sur l'extérieur.

27.3.4. - Sorties - dégagements

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'atelier ne soit pas distant de plus de 40 mètres de l'une d'elles.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans 2 directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les issues de secours sont libres d'accès en permanence. Elles sont signalées et balisées ; en outre, un éclairage de sécurité est installé conformément à l'arrêté du 10 novembre 1976.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie.

Toutes les portes intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés.

27.4. - Organisation de l'exploitation

27.4.1. Stockages intérieurs

Les stockages sont effectués de manière que toutes les issues et chemins de circulation soient dégagés.

Une allée d'une largeur de 3,5 mètres minimum est aménagée dans chaque bâtiment.

Les produits entreposés en masse forment des blocs limités de la façon suivante :

- surface au sol maximale : 500 m² ;
- hauteur maximale de stockage : 5 mètres ;
- espace minimal entre blocs et parois et entre blocs et structure : 0,8 mètres ;
- espace entre deux blocs : 1 mètre ;
- espace minimal entre le sommet des blocs et la toiture : 1 mètre.

Le stockage en vrac en dehors des silos est interdit.

Les stockages formant "cheminée" sont évités.

27.4.2. - Stockages extérieurs

Les stockages extérieurs, en dehors des silos, sont interdits.

27.4.3. - Stationnement

Tout stationnement de véhicules est interdit sur les voies prévues à l'article 25.3.7.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et déchargement. Une matérialisation au sol interdit le stationnement de véhicules devant les issues prévues à l'article 27.3.4.

27.4.4. - Entretien

27.4.4.1. - Entretien général

Les locaux et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter des accumulations de poussières.
Les matériels non utilisés tels que palettes, emballages, etc... sont regroupés hors des allées de circulation.

27.4.4.2. - Matériels et engins de maintenance

Les matériels et engins de maintenance sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.
Les engins de maintenance sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.
Lors de la fermeture de l'établissement, les chariots de maintenance sont remis soit dans un local spécial, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

ARTICLE 28 - NOUVEAU BATIMENT DE PREPARATION ET DE STOCKAGE DES MATIERES PREMIERES

La structure du bâtiment est de type R120.
La cellule dédiée à la préparation des matières premières a une superficie de 925 m². Elle est séparée de l'autre cellule par des murs coupe-feu de 2 heures (REI 120). Les murs extérieurs de cette cellule seront également de type coupe-feu 2 heures (REI 120).
La cellule du bâtiment dédiée au stockage des matières premières en racks a une superficie de 2 930 m². Cette cellule est divisée en deux cantons de 1 470 et 1 460 m². Les murs extérieurs de ces cellules sont au minimum de type EI 30.

Sous réserves de dispositions contraires, spécifiquement prévues par le présent arrêté, la cellule dédiée au stockage des matières premières est construite et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Sous réserves de dispositions contraires, spécifiquement prévues par le présent arrêté, la cellule dédiée à la préparation des matières premières est construite et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES
--

ARTICLE 29 : ABROGATIONS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 mars 2001	Tous les articles sauf l'article 1.1	suppression
Arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2016	Tous les articles	suppression

ARTICLE 30 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES**30.1. – Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet ;
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- du SIRACED-PC (59) ;
- de l'Inspection des installations classées ;

dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'enregistrement.

30.2. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure.

30.3. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
- 2) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement ;
- 4) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

30.4. - Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lille :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.